

Recherches sociographiques



Présentation

Bruno Jean

Volume 37, Number 3, 1996

Dynamiques territoriales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057066ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057066ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Jean, B. (1996). Présentation. *Recherches sociographiques*, 37(3), 397–409.
<https://doi.org/10.7202/057066ar>

PRÉSENTATION

Bruno JEAN

Le phénomène régional a maintenant droit de cité dans la communauté scientifique; les études régionales concernent autant la genèse des régions comme territorialité constitutive de l'identité sociale que la modélisation des interventions pour soutenir le développement régional. La question du développement des régions a d'ailleurs toujours constitué une des trames majeures de la vie sociopolitique québécoise. Si les régions existent comme des réalités construites socialement, leur identification reste problématique comme en témoignent les fragiles consensus sur leurs frontières... et même les débats sur leur propre existence, car il s'agit d'une réalité plus idéelle que matérielle et soumise à une dynamique d'évolution. Et si le développement est une idéologie communément partagée, les sciences sociales du développement sont encore à la recherche de théories capables d'expliquer les processus actuels de développement régional et d'offrir aux décideurs politiques des modèles d'action pour réussir le développement des régions.

Entre les premières études régionales de la géographie, impulsées ici par les tribulations et les écrits de Raoul BLANCHARD, les travaux de DUMONT et MARTIN sur l'analyse des structures régionales de Saint-Jérôme et le développement des études régionales dans des programmes de formation avancée au niveau de la maîtrise et récemment du doctorat, un long chemin a été parcouru en un demi-siècle. La polysémie des réalités régionales explique sans doute un tel succès. Cette lecture de la réalité sociohistorique fait découvrir un monde où la vie individuelle et collective ne s'organise pas seulement dans une sphère locale intimiste et dans une sphère nationale publique mais aussi dans un espace intermédiaire, la région. En s'intéressant aux réalités propres à ces ensembles sociospatiaux, les sciences sociales faisaient place dans leurs analyses à la nécessaire dimension spatiale des faits sociaux... laquelle ne peut être laissée à la seule géographie. Mais, on peut soutenir, avec Bernard POCHE (1996), que la sociologie de la territorialité, prenant véritablement en compte le monde matériel et l'espace, est encore à construire.

La région peut être définie comme une dimension de la réalité sociale dont il paraît difficile d'ignorer l'existence. Si les individus forment des sociétés, ceux-ci vivent d'abord dans des collectivités territoriales plus ou moins étendues. L'activité économique comme la gestion politique des territoires génèrent des inégalités spatiales de développement, selon les régions, lesquelles donnent lieu à des revendications, des luttes, soit autant d'expressions du régionalisme. Mais comme pour d'autres réalités sociales, elle comporte une part de symbolique. La référence à une région est souvent une affaire de discours. Plus globalement, on peut dire que les régions comme les actions en faveur de leur développement sont des constructions sociales¹. Cela signifie que ces réalités ne sont pas immanentes, s'imposant d'elles-mêmes à notre conscience. Ce sont des réalités construites socialement qui n'existent d'ailleurs pas en dehors de leurs procédures de construction sociale.

C'est ici une autre manière de rappeler comment la notion de région s'apparente à celle de nation. Et pour Fernand Dumont, une nation existe dans la mesure où un groupe se réclame d'une nation donnée. En 1978, sous le thème «Mouvements régionaux, minorités ethnoculturelles, nations», se tenait le dixième congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Fernand Dumont, alors président, y proposait des «réflexions d'une certaine hardiesse»² sur la manière dont la sociologie prend en compte la question régionale résultant de la non-homogénéité territoriale de la société.

On parle de *nation* et de *région* mais sans qu'on puisse en discerner des facteurs objectifs qui soient généralisables. Les facteurs objectifs n'en existent pas moins : sous-développement économique ou au contraire poussée de croissance qui provoquent l'affirmation : élites, partis, pouvoir et contre-pouvoir [...] Comment sont-ils mis ensemble ? Dans un travail d'interprétation qui ne se déroule pas dans le ciel des idées. Nation et régions sont des groupements dont la *nature* est de s'interpréter. [...] Le sociologue est confronté à l'interprétation comme phénomène social total : là où la société se construit elle-même en des ensembles, là où elle confesse et tente de surmonter ses contradictions, là où elle se dit et se fait tout à la fois. (DUMONT, 1976, p. 14.)

La géométrie variable des régions — la notion désigne des territoires d'étendues fort différentes — a sans doute assuré ce foisonnement de la recherche. Cette réalité intéresse la sociologie, et même la psychologie, dans la compréhension des conduites identitaires, l'économie dans l'étude des polarisations ou de la diffusion des activités productives, ou encore la science politique dans la mise en œuvre des politiques de développement régional et de l'administration publique régionale. Les réalités régionales sont donc offertes à l'investigation de toutes les sciences sociales de la démographie à la linguistique en passant évidemment par l'économie, la sociologie, et les autres sciences de l'homme et de la société.

Une place importante doit être ici réservée à l'histoire dont plusieurs travaux contemporains reposent la question du développement historique des régions au Qué-

1. Voir notre article sur le regard sociologique de la région (JEAN, 1996).

2. Selon les mots de Bernard POCHE (1996, p. 76).

bec ; on attend de ces nouvelles problématiques une interprétation rajeunie de l'histoire du Québec. Le chantier des histoires régionales de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) devenu *INRS-Culture et société* représente bien cette approche ; et il y en a d'autres. Une nouvelle génération d'historiens, au nombre desquels on peut mentionner Normand SÉGUIN et Gérard BOUCHARD, a montré la richesse de ces analyses historiques régionales.

Recherches sociographiques avait pris acte, lors du colloque tenu à l'occasion de son 25^e Anniversaire, qui se voulait aussi son second colloque sur la situation de la recherche en sciences sociales au Québec, de la formation de ce nouveau champ du savoir. Sous la plume habile de l'historien Guy MASSICOTTE, autrefois recteur d'une université en région — et non « régionale » —, les matériaux d'une historiographie de la recherche en études régionales sont rassemblés et analysés (MASSICOTTE, 1985). Il faut toutefois convenir que plusieurs pièces à conviction identifiées par Massicotte auraient tout autant pu structurer le champ des études rurales qui ont été, pour des raisons précises, intégrées dans le champ des études régionales. La ruralité est un trait caractéristique des régions en déclin et elle offrait de riches terrains de recherche pour les universitaires des nouvelles universités en région. Une homologie existe donc entre la ruralité et la régionalité, si on me permet le néologisme³.

Un champ du savoir en émergence : les études régionales

La question fondamentale à se poser, c'est celle de savoir si ces nouvelles approches améliorent notre compréhension des faits sociaux et des sociétés, et en l'occurrence, notre intelligence de la genèse, du développement et des enjeux actuels de la société québécoise. La réponse à pareille question nécessiterait une exégèse des travaux et une épistémologie singulière dépassant les intentions d'un tel numéro thématique. En présentant un ensemble d'articles appartenant au champ des études régionales québécoises, nous pensons que le lecteur pourra se faire son propre jugement sur cette question de fond.

Nous avons, avec d'autres, partagé ces espoirs pionniers sur le renouvellement de la recherche sociale au Québec, par le déplacement des lieux traditionnels de la recherche universitaire des grands centres vers les régions. Ce faisant, c'était tout simplement reconnaître l'importance d'une condition de production de la recherche, le lieu où elle se fait. Ce lieu aurait des effets subreptices sur la manière de travailler des chercheurs pourtant formés aux mêmes méthodes et théories. Le cas classique de l'École de Chicago venait confirmer cette posture épistémologique ; on se rappelle qu'en venant de la Côte Est puritaine et conservatrice, la sociologie, en s'installant

3. En fait, Louis-Edmond HAMELIN l'a utilisé depuis un bon moment et on le retrouve sous la plume de Fernand HARVEY (1996).

à Chicago en plein boum industriel et urbain, s'est donné un nouveau souffle et des nouvelles méthodes de travail.

Un quart de siècle s'est écoulé dans le cas du glissement de la recherche universitaire en sciences sociales dans les régions québécoises. En considérant les travaux qui se réclament de ce champ de connaissances, on peut évaluer la vitalité de ce domaine de recherche, sa contribution originale à l'avancement des connaissances comme sa contribution à la résolution des problèmes de notre temps, car il s'agit aussi de travaux qui ont souvent une visée pragmatique ou finalisée. Le lancement de la collection « Science régionale » aux Presses de l'Université du Québec, dirigée par Marc-Urbain Proulx de l'Université du Québec à Chicoutimi, témoigne de la vitalité des études régionales au Québec (PROULX, 1996). En considérant la liste des auteurs du premier ouvrage de la collection et leur rattachement institutionnel, on constate aussi qu'il ne s'agit pas non plus d'une balkanisation d'un domaine de recherche qui aurait été laissé aux chercheurs universitaires en région. Un autre signe notable de la vitalité du champ des études en développement régional au Québec, c'est la création de la section « Développement régional » au sein de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) dont les colloques annuels sont bien fréquentés et donnent régulièrement lieu à des publications⁴.

Une précision s'impose ici sur la manière de définir ce champ d'études désigné autant par « études régionales » que par « études en développement régional », ou encore « sciences régionales ». Dans ce dernier cas, on associe les études régionales au champ déjà constitué de la science régionale⁵ qui a émergé avec la rencontre de la géographie économique et de l'économie spatiale, savoirs interpellés par les pouvoirs publics pour modéliser des programmes de développement régional. Cette science régionale est elle-même en crise dans les pays anglo-saxons où elle est née alors qu'elle est plutôt florissante dans la francophonie⁶. Nous soutenons que le développement des études régionales au Québec, dont nous nous sommes questionné sur l'unité du champ scientifique⁷, participe d'une dynamique de constitution d'un

4. Voir ces ouvrages issus de colloques à l'ACFAS : CÔTÉ, KLEIN et PROULX (1995) ; CÔTÉ, KLEIN et PROULX (1996).

5. C'est particulièrement le cas avec le récent livre de Marc-Urbain PROULX (1996).

6. Les revues francophones dans le domaine du développement régional sont nombreuses : *Revue d'économie régionale et urbaine* (France), *Revue canadienne des sciences régionales* (Montréal), *L'espace géographique (Région. Environnement. Aménagement)*, France. Deux nouvelles revues viennent de naître : *EUREG* (franco-allemande) et *Région et Développement* (chez L'Harmattan, France). Par ailleurs, la fermeture de programmes d'enseignement supérieur en sciences régionales là où elle est née (University of Pennsylvania et UCLA) et d'autres constatations autorisent une figure fort connue en science régionale à parler d'une crise profonde de la science régionale aux États-Unis d'autant plus étonnante que celle-ci se porte plutôt bien dans l'Europe francophone. Voir : Clyde MITCHELL-WEAVER (1995).

7. En 1984, le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ) organisait un important colloque. « Les études en développement régional : un champ unifié ? ».

nouveau champ du savoir, celui des sciences sociales du développement qui opère un élargissement de la science régionale. Si on veut continuer à parler de science régionale, cela est uniquement une affaire de convention.

Un tel développement du champ des études régionales ne peut s'expliquer par les seules mutations du cadre institutionnel de la recherche. Car la quête d'explication est repoussée plus loin ; pourquoi alors cette mobilisation des sciences sociales québécoises pour l'étude de ces phénomènes ? Nous soutenons ici l'hypothèse que la question régionale est centrale dans la genèse et le développement de cette société et qu'elle demeure au cœur des débats contemporains sur son devenir. La polarisation contemporaine entre les « régions » du Québec (entendues ici au sens des régions périphériques) et la région métropolitaine centrale est la reproduction contemporaine d'une dynamique historique entre le foyer territorial de base de cette société, la vallée laurentienne⁸, et les nouveaux espaces ouverts au peuplement. Et les débats actuels sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, comme en témoignent les travaux de la Commission Bélanger-Campeau, font une large place à cette question du développement des régions du Québec. Les conditions étaient donc réunies pour engager plusieurs disciplines des sciences sociales sur le sentier des études régionales⁹ alors qu'ailleurs, elles sont dominées par les sciences économiques et administratives.

Tout numéro thématique ne peut couvrir totalement le champ de recherche désigné par le thème annoncé. Dans le cas présent, on peut noter l'absence ou le peu de place qu'occupent les travaux sur les questions politico-institutionnelles et les travaux historiographiques. La décentralisation des pouvoirs et des compétences entre les collectivités territoriales est toujours à l'ordre du jour. Une explication sociographique : au-delà des contingences habituelles (par exemple, la disponibilité des auteurs), les chercheurs dans ce domaine, proche des sciences de l'administration publique, sont moins nombreux dans la recherche universitaire en région. Cette explication ne vaut pas pour l'histoire où la prise en compte de la dimension régionale de la société québécoise renouvelle même l'historiographie du Québec. Les travaux qui auraient pu trouver une place utile ici ont déjà été publiés ou le seront dans des maisons d'édition et des revues qui se consacrent exclusivement aux travaux historiographiques, preuve supplémentaire du dynamisme de la science historique. Nous renvoyons donc nos lecteurs au récent texte de Fernand HARVEY (1993) qui propose une excellente recension des écrits sur l'histoire régionale.

8. Les travaux des historiens sont en train de démontrer l'importance historique de cette société laurentienne. Voir COURVILLE, ROBERT et SÉGUIN (1992).

9. Les colloques de la section développement régional sont fréquentés autant par des historiens, des anthropologues, des sociologues, des ethnologues que par des économistes ou des géographes. Cette vitalité se traduit aussi dans les publications, par exemple HARVEY et FORTIN (1995) et HARVEY (1994).

Une pratique sociopolitique en émergence : le développement régional

Pour aider le lecteur à comprendre les travaux présentés ici, nous esquissons dans les lignes qui suivent les grands traits de la problématique sociopolitique québécoise. Si les régions sont des réalités qui plongent leurs racines dans l'histoire longue, la préoccupation étatique pour les questions de développement régional est toute récente. Elle est apparue dans les pays occidentaux avec la période faste des années de croissance rapide de l'après-guerre (1945-1975), trois décennies appelées maintenant les Trente Glorieuses. Les États entendent alors faire la lutte aux disparités régionales, disparités de développement entre les différentes régions d'un même espace régional devenues mesurables, et donc plus visibles socialement, avec les indicateurs socio-économiques mis au point par leurs statistiques nationales.

La politique régionale, à des degrés divers et selon diverses stratégies, a toujours consisté en des politiques devant permettre une réduction de ces écarts de développement se traduisant dans des variations de taux d'activité, de chômage, de revenu personnel *per capita*, de paiements de transfert, etc. Le développement régional supposait donc une lutte contre les disparités régionales avec toute la force de frappe d'un État interventionniste. Il s'agissait là d'une approche par le haut, d'une politique redistributive, typique de l'État-providence avec comme effet pervers important, le développement de la mentalité de dépendance de l'éternel assisté. De fait, en vertu de la logique même des programmes gouvernementaux, une région devait faire la preuve qu'elle était particulièrement en difficulté pour se rendre admissible aux aides publiques. Les élites régionales sont donc devenues, pendant des décennies, des quémandeurs du soutien de l'État. Au même moment, dans les sciences régionales, on mettait l'accent sur les déterminismes économiques et politiques exogènes comme facteurs explicatifs du sous-développement régional. Les populations régionales se trouvaient alors légitimées dans leur attitude de revendicatrices de la sollicitude de pouvoirs publics et ceux-ci dans leurs attitudes paternalistes et providentialistes.

Dans cette dynamique, se posait déjà une double question en administration publique, soit celle de l'allocation optimale des ressources publiques pour soutenir le développement économique régional et celle de l'accessibilité aux services publics par tous les citoyens, peu importe leur localisation dans l'espace national. Au nom de l'efficacité administrative en fonction des services à dispenser et de la nécessaire prise en compte des particularismes locaux et régionaux, il est devenu nécessaire de parler de déconcentration et de décentralisation de la fonction publique, de régionalisation de l'appareil d'État. D'autant que sur le terrain social, un mouvement régionaliste, réclamant un renversement de l'attitude paternaliste des gouvernements et une plus grande autonomie des régions dans la gestion de leur propre développement, légitimait un changement d'orientation dans cette gestion étatique du développement régional¹⁰.

10. Sur ce passage d'un État aménageur à un État qui se laisse aménager, voir notre contribution à un colloque de l'ACFAS : JEAN (1986).

Mais ce changement de cap, que plusieurs associent avec la publication par le gouvernement du Québec du document *Le choix des régions* au début des années quatre-vingt, est bien plus le résultat de la crise économique ambiante et de la crise fiscale des États modernes que d'une volonté politique de soutenir le développement régional. On convient alors que celui-ci est d'abord l'affaire du dynamisme des régions elles-mêmes. Et du coup, l'État providentiel et interventionniste annonce qu'il ne sera plus aménageur et développeur mais un accompagnateur, un partenaire. Il s'en suit un ensemble de réformes de la politique régionale dont la direction apparaît contradictoire.

Pour les uns, le développement régional est de moins en moins une préoccupation gouvernementale, avec pour preuve le démantèlement du ministère de l'Expansion économique régionale du gouvernement fédéral et de l'Office de développement et de planification du Québec (OPDQ) au Québec. Pour les autres, la régionalisation et la prise en compte de la dynamique régionale au sein de l'appareil de gestion publique auraient franchi de grands pas avec les Conférences économiques régionales et les Sommets régionaux, et plus récemment avec les différents processus de consultation des élites régionales (devant réaliser une planification stratégique régionale) pour le choix des projets que doivent soutenir les pouvoirs publics. Sans parler ici des réorganisations successives de l'administration publique régionale avec la mise en place des délégués régionaux issus des rangs de la députation gouvernementale et qui ont été aussitôt remplacés par des ministres régionaux.

Cette évolution doit se lire en prenant en compte ce qui se passe à la fois en haut, dans ce qu'on appelle la sphère de la mondialisation, de la globalisation (bien qu'il s'agisse souvent d'une rhétorique vide de sens), et en bas, sur le terrain de la vie sociale des citoyens dans les territoires de leur quotidienneté. Plusieurs observateurs s'entendent ici pour dire que les mutations politiques, économiques et socioculturelles actuelles vont dans le sens de la montée en puissance des régions. De fait, on assiste actuellement à une certaine forme de dissolution des États nationaux, dissolution vers le haut dans des ensembles supra-nationaux plus vastes (Union européenne, ALENA, et autres...) et vers le bas, vers les régions et les communautés locales appelées à gérer elles-mêmes les institutions de santé, d'affaires sociales, d'éducation, etc.

Dans cette nouvelle dynamique, la lutte aux disparités régionales ne fait plus sens, car il faut plutôt soutenir la diversité socioculturelle régionale. La mise en valeur de ses spécificités socioculturelles devrait permettre à chaque région d'identifier sa compétence distinctive régionale dans une économie mondialisée. Ce type de discours est souvent celui des économistes qui redécouvrent actuellement le territoire, la territorialité, les cultures régionales, en tentant de mesurer la contribution décisive de ces phénomènes dans un développement régional réussi. Parallèlement, il faudrait parler longuement de la montée en puissance des valeurs environnementalistes et celles associées à un nouveau rapport au territoire, à l'habitat, à une sociabilité tissant de solides liens sociaux dans le terreau local, qui donne à la notion de région un

sens qui va bien au-delà de son sens étymologique premier, la *régio* comme découpage administratif commode pour gérer une portion de territoire.

*
* *

Le débat sur le développement régional fait régulièrement appel à des considérations démographiques. Traditionnellement, les régions périphériques ont été non seulement des réservoirs de ressources naturelles mais aussi des réservoirs de ressources humaines. Les mouvements migratoires, affectant le plus souvent les générations plus jeunes en quête d'emploi, deviennent aussi de véritables problèmes sociaux, comme celui de l'exode rural mis en évidence ces dernières années. De là, la revendication d'une politique régionale qui permet de « vivre et travailler en région » et qui donne la chance aux nouveaux immigrants d'aller en région par la mise en place d'une politique de régionalisation de l'immigration québécoise. Il fallait donc faire le point sur l'avenir démographique des régions.

L'article de Georges MATHEWS s'attaque à cette difficile question et il montre clairement que cet avenir démographique est différent selon chaque région périphérique et qu'une seule, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, est menacée sérieusement si les tendances actuelles se projettent dans le temps. Une telle analyse contraste avec le discours catastrophique actuel sur la question. Toutefois, le raffinement de son analyse l'amène à considérer les migrations intrarégionales qui, si elles sont invariables par rapport à l'avenir démographique d'une région donnée, compromettent l'avenir démographique des petites communautés rurales. Celles-ci perdent leur population au profit des petites villes les plus proches, au point que le stade critique pour le maintien des services est atteint. Il y a donc ici de quoi alimenter le débat de société qui s'annonce sur l'avenir des petites collectivités rurales au Québec.

De son côté, Myriam SIMARD aborde la question par l'autre bout, celui de la régionalisation de l'immigration, régionalisation permettant de repeupler certains coins du pays et de les revitaliser quand on connaît le dynamisme entrepreneurial des migrants. Ici, il ne s'agissait pas tant de porter des jugements de valeur sur le phénomène que d'analyser comment une telle idée devient un problème public qui intéresse justement les pouvoirs publics. L'opinion sur les capacités d'accueil des migrants en région est fort partagée, et l'intégration des migrants dans la société urbaine montréalaise n'est pas si évidente non plus, mais à l'heure de la mondialisation, il s'agit d'un enjeu du développement régional dont l'article nous retrace quelques éléments sociopolitiques importants.

La démographie traduit une évolution qui tire son origine dans le champ de l'économie et de la culture. Le développement des régions résulterait du dynamisme entrepreneurial non pas des grandes entreprises et de leurs méga-projets — elles sont plutôt en train de faire des mises à pied massives et de rompre les traditionnels liens d'emploi — mais des PME et des milieux locaux. De fait, les petites et moyennes

entreprises ont créé proportionnellement plus d'emplois et elles sont plus à même, dans le cadre des régulations socio-identitaires¹¹, de valoriser des ressources locales par la mise en place de systèmes productifs localisés. Et pour plusieurs, la mondialisation des échanges et l'industrialisation flexible donnent toute leur chance aux milieux locaux et régionaux devenus des milieux innovateurs. Ces questions constituent justement la trame de l'article de Bernard VACHON et André LEMIEUX. Les auteurs étudient les nouvelles dynamiques territoriales permettant de mettre en œuvre des stratégies de développement déconcentré. Il est aussi entendu que cette nouvelle dynamique de développement prend en compte, en plus de la rationalité économique, les facteurs sociaux, culturels et environnementaux.

La question du développement local, et du rôle du « milieu » dans la dynamique de développement, est reprise par Juan-Luis KLEIN et Jean-Philippe WAAUB. Partant de l'analyse de deux cas de reconversion industrielle à Montréal, les auteurs tentent de montrer comment le partenariat entre l'entreprise exogène et la communauté locale, avec des institutions comme les corporations de développement économique communautaire, peut générer une nouvelle dynamique de développement où la mobilisation sociale locale est déterminante. Les auteurs posent une hypothèse qui va totalement à l'encontre d'un certain discours sceptique sinon cynique (voir POLÈSE, 1996) sur le développement local. Pour eux, en l'absence d'un engagement plus actif de l'État et d'une capacité de planification plus efficace des institutions de pouvoir local, seule la communauté locale peut forcer les acteurs économiques et politiques exogènes à tenir compte de ses intérêts. Cet article propose aussi un modèle d'analyse de ces mobilisations populaires en faveur d'un développement économique et social solidaire qui peut aussi s'appliquer à d'autres milieux comme les milieux ruraux plus périphériques.

L'économie des régions du Québec est déterminée par les rapports qui se sont noués entre la région métropolitaine de Montréal et ces régions. Durant les années soixante-dix, dans la rhétorique régionaliste, il était de bon ton de dénoncer, en reprenant l'analyse centre-périphérie de l'école dépendantiste latino-américaine, l'hégémonie de Montréal sur le reste du Québec et la sujétion des économies périphériques à cette économie métropolitaine. Il était entendu que les régions souffraient d'une sorte de détérioration des termes de l'échange au profit de Montréal et que les ressources des régions allaient favoriser un développement qui se faisait ailleurs. La mesure des interrelations économiques entre ces régions nécessiterait un tableau des échanges économiques interrégionaux qu'il serait pratiquement impossible d'établir avec les statistiques disponibles. L'article de Serge CÔTÉ se situe dans cette problématique où les interrelations sont observées dans les établissements manufacturiers et de service aux entreprises. Ce travail est fort instructif en ce qu'il nous permet de dépasser les vieilles représentations d'une intégration dépendante des régions pé-

11. Voir à ce sujet les travaux des sociologues André BILLETTE et Mario CARRIER (1993).

riphériques avec l'économie métropolitaine. En fait, Montréal serait loin d'être le centre unique autour duquel se structurerait et s'intégrerait l'ensemble des liens économiques interrégionaux au Québec; l'espace économique québécois est plutôt traversé de réseaux divers, certains branchés sur la métropole, d'autres opérant sur d'autres espaces d'échanges. Cela laisse une place considérable à la mise en œuvre de stratégies visant une meilleure synergie entre l'économie de la région montréalaise et les autres régions du Québec.

Finalement, les deux derniers articles du numéro abordent la question régionale sous l'angle des pratiques sociales et des pratiques culturelles. Par une analyse qui veut se situer dans la tradition des grandes monographies des communautés rurales qui caractérise l'histoire des sciences sociales québécoises, l'article de Hugues DIONNE et Raymond BEAUDRY analyse comment un conflit entre une petite communauté rurale, Saint-Clément dans le Bas-Saint-Laurent, et la Société canadienne des postes, une institution ayant dérivé en une organisation pragmatique, pour reprendre l'expression de Michel FREITAG, révèle la communauté à elle-même. Les auteurs se questionnent sur la généralisation d'une modernité caractérisée par la montée en puissance de l'individu, de ses droits civiques, aboutissant à l'atomisation et l'anomie sociales. Car tout individu habite quelque part, et cet habitat façonne son identité et son rapport au monde. L'article explore donc le difficile sentier d'une sociologie de la territorialité, un défi que la sociologie n'a jamais vraiment relevé, comme nous le soulignons plus haut.

L'article d'Odette VINCENT nous ramène au cœur de la question centrale de la formation des régions comme passage entre un espace, un territoire et une région. Si, comme nous le soutenons, pour qu'il y ait région, ici le Nord-Ouest québécois sur le territoire historique de l'Abitibi-Témiscamingue, il faut qu'il y ait une conscience régionale, une identité régionale qui s'affirme comme telle, cette identité s'affirme ou se révèle dans les pratiques culturelles. C'est d'ailleurs l'intention explicite de l'auteure, soit montrer ce passage d'un territoire, que je caractériserais personnellement par son insularité, au sens figuré s'entend, tel un îlot humain émergeant de la mer forestière, à une région consciente d'elle-même et donc capable d'une création culturelle qui enrichit toute la culture québécoise. Ces deux derniers articles, avec d'autres du présent numéro, posent une question fondamentale qui va au-delà du débat actuel sur l'exclusion sociale et territoriale et la reconstruction des liens sociaux, et qui concerne l'intelligibilité des multiples manières dont se recompose actuellement le lien au lieu.

Bruno JEAN

*Département des sciences humaines et
Groupe de recherche interdisciplinaire sur le
développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ),
Université du Québec à Rimouski.*

BIBLIOGRAPHIE

- BASSAND, Michel, *Villes, régions, sociétés : introduction à la sociologie des phénomènes urbains et régionaux*, Lausanne, Presses polytechniques romandes.
- BILLETTE, André et Mario CARRIER, « Régulation socio-identitaire des activités économiques beauceronnes », *Recherches sociographiques*, XXXIV, 2 : 261-278.
- BUREAU, Luc, *Entre l'Éden et le Paradis. Les fondements imaginaires de l'espace québécois*, Montréal, 1984 Québec / Amérique.
- Coalition Urgence rurale, *Notre politique de développement rural*, Rimouski, Coalition Urgence Rurale du 1991 Bas-Saint-Laurent.
- Conseil des affaires sociales, *Deux Québec en un. Rapport sur le développement social et démographique*, 1989 Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.
- Conseil des affaires sociales, *Un Québec solidaire. Rapport sur le développement*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.
- CÔTÉ, Charles, *Désintégration des régions. Vers un sous-développement durable au Québec*, Chicoutimi, 1991 JCL Éditeur.
- CÔTÉ, Serge, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX (dirs), *Et les régions qui perdent... ?*, Rimouski, 1995 Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec. (Tendances et débats en développement régional.)
- CÔTÉ, Serge, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX, *Le Québec des régions : vers quel développement*, 1996 Rimouski et Chicoutimi, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec, Groupe de recherche et d'interventions régionales, Actes du colloque de la section développement régional de l'ACFAS de mai 1995. (Tendances et débat en développement régional.)
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dirs), *Le Pays laurentien au XIX^e siècle*, 1992 Centre d'études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières.
- DIONNE, Hugues et Jean LARRIVÉE (dirs), *Les villages ruraux menacés. Le pari du développement*, Actes du colloque du GRIDEQ et de l'IDNS, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec. (Actes et instruments de la recherche en développement régional, 7.)
- DUGAS, Clermont, *Un pays de distance et de dispersion*, Sillery, Presses de l'Université du Québec. 1981
- DUGAS, Clermont, *Les régions périphériques. Défi au développement du Québec*, Sillery, Presses de l'Université du Québec. 1983
- DUGAS, Clermont, *Disparités socio-économiques au Canada*, Sillery, Presses de l'Université du Québec. 1988
- DUGAS, Clermont, « Le sous-développement régional », dans : Fernand DUMONT, Simon LANGLOIS et Yves MARTIN, *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 127-143.
- DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Éditions du Boréal. 1993
- DUMONT, Fernand, « Mouvements et nationaux et régionaux d'aujourd'hui », *Cahiers internationaux de sociologie*, 66 : 5-17.

- DUMONT, Fernand et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales*, Québec, Presses de 1963 l'Université Laval.
- FORTIN, Anne et Paul PRÉVOST, *Virage local*, Montréal, Éditions Transcontinental. 1996
- FRÉMONT, Armand, *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France. 1976
- GAGNON, Alain, *Développement régional. État et groupes populaires*, Hull, Éditions Asticou. 1985
- GAGNON, Christiane, Juan-Luis KLEIN et al., *Le local en mouvement*, Chicoutimi, Université du Québec à 1989 Chicoutimi, Groupe de recherche et d'interventions régionales. (Développement régional.)
- GENDRON, François, ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional, *Le choix des 1983 régions*, Éditeur officiel du Québec.
- GUIDANI, Sergio et Michel BASSAND, *Maldéveloppement régional et identité*, Lausanne, Presses Polytech- 1982 niques romandes.
- HARVEY, Fernand, « La question régionale au Québec », *Revue des études canadiennes*, 15, 2 : 74-87 1980
- HARVEY, Fernand (dir.), *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois 1994 de recherche sur la culture.
- HARVEY, Fernand, « L'histoire régionale, rurale et urbaine », dans : Jacques ROULLARD, *Guide d'histoire 1993 du Québec*, Montréal, Méridien, 2^e éd., 229-252
- HARVEY, Fernand et Andrée FORTIN (dirs), *La nouvelle culture régionale*, Québec, Institut québécois de 1995 recherche sur la culture.
- HARVEY, Fernand, « Historique des régions du Québec, des origines à la Révolution tranquille », dans : 1996 Marc-Urbain PROULX, *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Qué- bec, 113.
- JEAN, Bruno et Danièle LAFONTAINE (dirs), *Région, régionalisme et développement régional. Le cas de 1984 l'Est du Québec*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski. (Cahiers du GRIDEQ, 143.)
- JEAN, Bruno, « L'aménagement du territoire face à la revendication régionaliste : de l'État aménageur à 1986 l'État aménagé », dans : Juan-Luis KLEIN (dir.), *Aménagement et développement. Vers de nouvelles pratiques*, Montréal et Chicoutimi, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences et Université du Québec à Chicoutimi, *Cahiers de l'ACFAS*, 38 : 165-175.
- JEAN, Bruno (éditeur invité), *Les études régionales face au développement local. Perspectives québécoises*, 1989 Numéro thématique de la *Revue canadienne des sciences régionales*, 12, 1, Halifax, Henson College, Dalhousie University et Montréal, INRS-Urbanisation, Université du Québec.
- JEAN, Bruno, « La "région" des géographes : entre l'acte de foi et l'acte de contrition? », dans : Fernand 1994 HARVEY (dir.), *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut qué- bécois de recherche sur la culture, 57-68.
- JEAN, Bruno, « La région sous le regard sociologique : la construction sociale du fait régional », dans 1996 Marc-Urbain PROULX (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Sillery, Presses de l'Univer- sité du Québec, 131-155. (Sciences régionales.)
- KLEIN, Juan-Luis (dir.), *Aménagement et développement. Vers de nouvelles pratiques*, Chicoutimi, Univer- 1986 sité du Québec à Chicoutimi et Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, *Cahiers de l'ACFAS*, 38.

- LAFONTAINE, Danielle, « Les études régionales québécoises : problèmes de spécificité et de délimitation », 1989 *Revue canadienne des sciences régionales*, 12, 1 : 111-139.
- LAMARCHE, Rodolphe H., « Local development : a selected review of the literature », 1995 *Revue canadienne des sciences régionales*, 18, 2 : 235-254.
- LAVERTUE, Robert, *Région, classes sociales et industrie : la question beauceronne*, Québec, Université 1981 Laval, Département de géographie. (Notes et documents de recherche, 15.)
- LÉVEILLÉ, Jacques et al., *L'aménagement du territoire au Québec : du rêve au compromis*, Montréal, 1982 Nouvelle Optique.
- MASSICOTTE, Guy, « Les études régionales », *Recherches sociographiques*, XXVI, 2 : 155-173. 1985
- MITCHELL-WEAVER, Clyde, « The death of regional science : an alternative american view », 1995 *Revue d'économie régionale et urbaine*, 4 : 719-732.
- POCHE, Bernard, *L'espace fragmenté. Éléments pour une analyse sociologique de la territorialité*, Paris, 1996 L'Harmattan.
- POLÈSE, Mario, « Le développement local, revu et corrigé : récit d'une douce illusion dangereuse », dans : 1996 Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX, *Le Québec des régions : vers quel développement*, Rimouski et Chicoutimi, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec, Groupe de recherche et d'interventions régionales, 321-335. (Tendances et débat en développement régional.)
- PROULX, Marc-Urbain (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Québec, Presses de l'Université du 1996 Québec.
- SÉGUIN, Normand, *Agriculture et colonisation au Québec : aspects historiques*, Montréal, Boéral Express. 1980
- SÉGUIN, Normand, *La conquête du sol au XIX^e siècle*, Sillery, Éditions du Boréal Express. 1977
- TOURAINÉ, Alain, *Le pays contre l'État. Luites occitanes*, Paris, Éditions du Seuil. 1981
- TREMBLAY, Diane-Gabrielle et Vincent VAN SCHENDEL, *Économie du Québec et de ses régions*, Montréal, 1991 Éditions Saint-Martin.
- VACHON, Bernard et Francine COALLIER, *Le développement local. Théorie et pratique*, Boucherville, 1993 Gaétan Morin Éditeur.
- VACHON, Bernard (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal, Éditions du Boréal. 1991